

Rapport du webinaire thématique du FPD sur le thème « Pacte vert »

Réunion virtuelle du 27 octobre 2020

Dans le cadre du FPD virtuel, qui a démarré en juillet avec une série de réunions régionales suivie d'une consultation à l'échelle mondiale sur la programmation présidée par Koen Doens, (directeur général de la DG DEVCO), le 15 septembre a vu le lancement d'une seconde série de webinaires thématiques dont le but était d'affiner les recommandations du FPD à l'UE par un examen de ses priorités clés. Le premier webinaire thématique mondial, qui s'est tenu le 27 octobre, a rassemblé les membres du FPD et des experts techniques pour parler du Pacte vert.

L'objectif de ce webinaire thématique était d'examiner les effets du Pacte vert européen sur les relations de l'UE avec ses pays partenaires, et de présenter quelques-unes des initiatives que l'UE soutient actuellement afin d'identifier les points d'entrée potentiels pour les membres du FPD. Après des présentations par Aurélie Godefroy (chef adjointe de l'unité Environnement, ressources naturelles et eau, DG DEVCO) et William Lindberg (unité Changement climatique et énergie durable, DG DEVCO), le débat interactif a traité des questions suivantes :

- Comment la programmation et la mise en œuvre du Pacte vert de l'UE peuvent-elles contribuer à réduire les inégalités, assurer une transition juste et ne laisser personne de côté ?
- Comment renforcer l'environnement favorable (et donc les rôles et le travail de la société civile ainsi que des gouvernements locaux et régionaux) à travers la mise en œuvre du Pacte vert de l'UE ?
- Comment les partenariats multipartites (et donc la société civile ainsi que les gouvernements locaux et régionaux) peuvent-ils contribuer efficacement à la mise en œuvre du Pacte vert de l'UE aux niveaux mondial, national et local ?

Messages clés

Assurer une transition juste Il existe une dichotomie entre la justice sociale et l'action pour le climat qui doit nous inciter à apaiser les tensions systémiques entre les aspects environnementaux et l'agenda social. Même si l'UE veut partager avec ses partenaires sa vision d'une croissance verte et neutre pour le climat, la transition vers un tel modèle risque de laisser les populations les plus vulnérables de côté. Afin d'éviter cela, il est crucial de bien savoir quelle est la capacité réelle de la société civile à influencer les politiques gouvernementales, à assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement ainsi qu'à appliquer le principe du consentement libre, préalable et éclairé.

Réduire les inégalités Cet objectif pourra s'atteindre en modifiant les flux commerciaux et les relations économiques, en améliorant la politique et le partage de connaissances dans le domaine industriel, en

renforçant les capacités et en atteignant des compromis plutôt qu'en imposant des conditions restrictives. Il faudra s'occuper des investissements non seulement dans les combustibles fossiles mais aussi dans les autres secteurs à forte intensité de carbone. L'extractivisme, la promotion d'activités polluantes et l'accumulation des profits auront pour effet non seulement d'augmenter les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi d'accroître les inégalités économiques et sociales, de dégrader les moyens de subsistance et de nous rendre plus vulnérables et démunis face aux effets de plus en plus fréquents, intenses et imprévisibles du changement climatique.

Financement de l'action climatique L'UE s'emploie à aider ses partenaires à améliorer leurs plans d'adaptation climatique en se focalisant sur le financement pour l'adaptation et pour la réduction des risques de catastrophe ainsi qu'en les soutenant dans leurs efforts pour mettre à jour ou achever leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Il est indubitable que les investissements en infrastructures publiques seront cruciaux pour la mise en œuvre du Pacte vert. Le problème des initiatives de l'UE telles qu'ElectriFI est qu'elles cherchent avant tout un retour sur investissement et que leur composante consacrée aux subventions est relativement limitée et nécessite la participation de banque d'investissement et d'autres acteurs financiers, qui ont davantage voix au chapitre que les groupes locaux et empêchent ceux-ci de bénéficier dûment de ces initiatives. Afin d'éviter cela, les instruments de financement du secteur privé du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 devraient être orientés sur des modèles économiques qui placent les personnes et la planète au premier plan et permettent aux communautés locales de gérer le changement climatique en leur donnant accès à des petits financements ou des microfinancements sans nécessité de s'adresser aux gouvernements ni aux banques internationales. Dans le même temps, l'UE devrait aligner ses mécanismes d'investissement et l'assistance technique connexe sur les réalités de chaque pays, afin d'éviter de contribuer à un accroissement des inégalités.

Fiscalité verte Dans le droit fil de l'Agenda 2030 et de son appel en faveur d'une mobilisation des revenus nationaux, l'UE devrait aider ses pays partenaires à prendre en considération la progressivité de diverses taxes environnementales, en tenant compte de leurs effets sur les populations les plus pauvres par l'adoption d'une approche différenciée selon le genre. Par exemple, les taxes sur le carbone sont généralement dégressives et ne constituent pas nécessairement la meilleure option dans tous les pays, car elles peuvent entraîner une amélioration de l'environnement au détriment de la qualité.

L'engagement du secteur privé doit se faire en **équilibrant les priorités en termes de croissance et d'économie** avec les objectifs en matière de durabilité et d'environnement ; à cette fin, il est important de mettre en place des cadres et réglementations appropriés qui fonctionnent en s'inscrivant dans la réalité des contextes nationaux particuliers. En tant que composantes du suivi de ces investissements, une collecte de données ventilées (par genre) et l'appropriation locale des initiatives sont essentielles.

Il faudrait apporter un appui plus résolu à la **transition agroécologique**, que la science voit désormais comme une voie prometteuse vers un renforcement à la fois de l'atténuation et de l'adaptation. Le climat et l'agriculture ont des relations complexes qu'il convient d'étudier selon un point de vue nuancé qui protège les intérêts des petits agriculteurs ; à cet égard, les communautés agricoles sont largement représentées par les coopératives et doivent donc être prises en compte lors de la phase de conception de la transition agroécologique.

Les **femmes** jouent un rôle déterminant dans les initiatives qui contribuent à atténuer les effets du changement climatique et à renforcer la résilience, mais les instruments de financement de l'action climatique restent difficiles d'accès. L'UE devrait inclure une perspective de genre dans sa programmation et mettre des fonds à la disposition des réseaux et organisations de promotion des droits des femmes pour leur donner les moyens de lancer et de développer des initiatives climatiques égalitaires pour les deux sexes. Dans le même ordre d'idées, l'UE devrait promouvoir une participation et un leadership

égaux et effectifs des femmes dans la prise de décision en matière de climat et de conservation des forêts à tous les niveaux, en conformité avec les programmes de travail et les plans d'actions « Genre » de la CCNUCC et de la CDB.

Rôle des gouvernements locaux L'adoption d'une approche territoriale est une mesure fondamentale pour lutter contre les inégalités pouvant découler de l'action pour le climat. Les communautés locales et les peuples autochtones doivent être au cœur des projets de conservation. D'ailleurs, les projets d'adaptation, de résilience et de réduction des risques de catastrophe sont des actions clés qui doivent être étudiées et soutenues au niveau des gouvernements locaux. Dans beaucoup de pays, les gouvernements locaux sont responsables de nombreux domaines qui ont des effets considérables sur le climat et la protection / dégradation de l'environnement. En pratique, toutefois, ils ne peuvent pas agir ni appliquer des mesures à cause de capacités limitées, de problèmes de financement ou d'autres obstacles. Pour que les gouvernements locaux puissent jouer leur rôle, ils doivent bénéficier d'un renforcement de leurs capacités de planification, de résilience et de développement urbain. En outre, il est impératif de renforcer les systèmes locaux existants et de ne pas contourner les gouvernements locaux ni les autres acteurs locaux.

Inclusion Consacrer des financements suffisants aux OSC pour leur permettre de participer aux dialogues politiques et pour appuyer leurs initiatives, en particulier les OSC qui se retrouvent trop souvent exclues des actuels instruments financiers climatiques à cause d'un manque d'accessibilité (groupes de femmes, communautés de base, etc.). Nous devons utiliser l'aide au développement pour assurer la participation de ceux qui en sont habituellement exclus : femmes vivant dans la pauvreté, petits agriculteurs, minorités, etc. Il importe d'impliquer les entreprises et les associations d'entreprises locales à tous les niveaux, afin de comprendre leurs contextes et priorités et de leur offrir des améliorations grâce au dialogue social, à la coordination et à la cohérence. Utiliser des exemples d'approches intégrées : par exemple, la DEVCO dispose déjà d'un outil pour examiner les aspects multidimensionnels / intégrés des chaînes de valeur agricoles, notamment les questions sociales, économiques, environnementales, de genre et de gouvernance.

Les **Délégations de l'UE** doivent **soutenir une palette plus diversifiée d'acteurs d'OSC et de communautés**, notamment des acteurs locaux et des « micro-acteurs », des communautés forestières et des groupes autochtones. Des financements substantiels et prévisibles devraient être mis à la disposition des organisations de la société civile afin de leur permettre de préserver leur espace citoyen et de donner aux OSC les moyens de participer à la mise en œuvre du Pacte vert. Outre les orientations sur l'inclusion explicitement présentées comme telles, il importe que les Délégations de l'UE suivent une approche cohérente et rationalisée tenant compte des initiatives existantes et du travail qui s'accomplit au niveau local. Le manuel de la DEVCO sur l'intégration des inégalités dans la coopération au développement doit être largement diffusé pour que les Délégations de l'UE comprennent bien les multiples dimensions des inégalités et cessent de s'atteler aux problèmes en vase clos. Somme toute, la crise du coronavirus doit nous rappeler que tout est lié : notre santé, notre économie et l'environnement naturel.

Adaptation : une approche plus solide de l'adaptation s'impose, car le changement climatique exacerbe les inégalités entre les communautés locales et entre les genres. Cette approche consiste à appuyer les projets et programmes spécifiques d'adaptation couvrant la gestion des infrastructures et des ressources naturelles, y compris l'eau, et l'accès à ces infrastructures et ressources. Une telle approche demande aussi d'intégrer les questions d'adaptation dans l'ensemble de la coopération au développement, des investissements, des politiques et de l'assistance, ainsi que de travailler pour appuyer et améliorer les plans nationaux d'adaptation (PNA). Une approche beaucoup plus globale doit être adoptée à l'égard des outils techniques qui existent déjà pour gérer l'adaptation.

Communautés énergétiques La Commission européenne soutient le concept des communautés énergétiques (où les citoyens sont propriétaires de leur production d'énergie renouvelable) et leur capacité à réduire la pauvreté énergétique. Chaque État membre de l'UE a jusqu'au milieu d'année 2021 pour établir un cadre favorable permettant d'éliminer les obstacles au développement des communautés énergétiques et de les aider à participer au marché de l'énergie. Ce concept devrait aussi faire partie de la politique à mener par l'UE à l'extérieur de son territoire.

Partenariats multipartites pour les contributions déterminées au niveau national (CDN) Les OSC jouent souvent un rôle clé en favorisant des mesures d'adaptation et le relèvement du niveau d'ambition des plans climatiques. Les OSC devraient être des facilitatrices des partenariats multipartites, car elles attachent une grande importance aux priorités clés en matière d'adaptation ainsi qu'à la transparence des processus de suivi et de déclaration de la mise en œuvre des CDN.